

En couverture

Le cariste d'Amazon a remplacé le métallo de chez Renault »

ANNE ROSENCHER



À l'origine, leur livre devait s'intituler *La France d'après* pour évoquer la France d'après l'industrie, d'après le catholicisme, d'après la grande classe moyenne, ou encore d'après les traditions régionales... Mais le politologue de l'Ifop Jérôme Fourquet et le journaliste - notamment connu des lecteurs de L'Express - Jean-Laurent Cassely ont eu peur que l'on comprenne « *La France d'après... le Covid* » il est vrai qu'on en a un peu soupé ! Leur ouvrage, finalement titré *La France sous nos yeux (Seuil)*, n'en demeure pas moins cette fascinante radioscopie d'un pays transfiguré par trois décennies de profonds changements. Une des conséquences centrales et souvent silencieuses de ce grand chambardement fut la transformation des profils et des métiers qui composent la classe populaire. Trois ans après le début des gilets jaunes, et à cinq mois de l'élection présidentielle. Jérôme Fourquet détaille pour L'Express les enjeux de cette grande mutation.

Il y a trois ans débutait le mouvement des gilets jaunes. Dans votre livre, vous écrivez que leur surgissement a révélé « au grand public » à quel point les classes populaires avaient changé ces dernières décennies. En quoi ?

Jérôme Fourquet Il y a eu un double effet révélateur. Géographique, d'abord : le mouvement a entériné le fait qu'une importante partie des classes populaires françaises vivent désormais éloignées des grandes villes. Pour qui avait lu Christophe Guilluy (1), ça n'était pas un scoop. Mais il y a eu là comme une illustration « grandeur nature » du phénomène : c'était la France des zones commerciales et des pavillons, très dépendante de la voiture, qui se regroupait non

dans le coeur battant des métropoles mais sur les ronds-points à la sortie des villes moyennes. Seconde mise en lumière, on a vu tout à coup surgir dans les médias des profils très différents de ceux qui peuplaient les cortèges syndicaux de naguère. Ces nouveaux visages témoignaient de la grande mutation des métiers qui composent aujourd'hui les milieux populaires. Si l'on devait définir un couple caractéristique de gilets jaunes, le mari serait cariste ou chauffeur-livreur, et la femme aide-soignante dans un Ehpad.

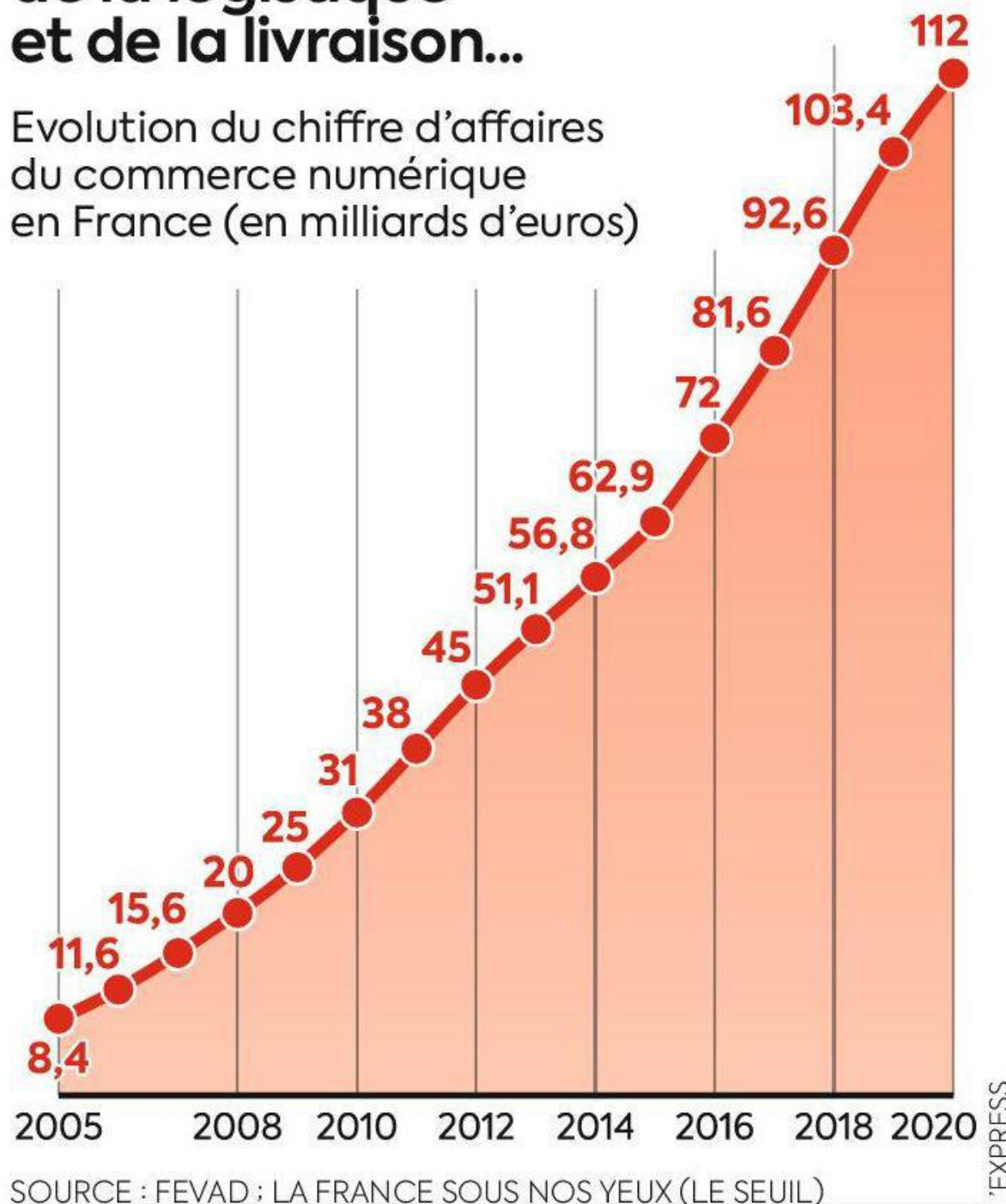


« Avec le développement du tertiaire, la question devient "Qui sert qui" ? »

« Le cariste de chez Amazon a remplacé le métallo de chez Renault », écrivez-vous...

L'essor de l'e-commerce a multiplié les métiers de la logistique et de la livraison...

Evolution du chiffre d'affaires du commerce numérique en France (en milliards d'euros)

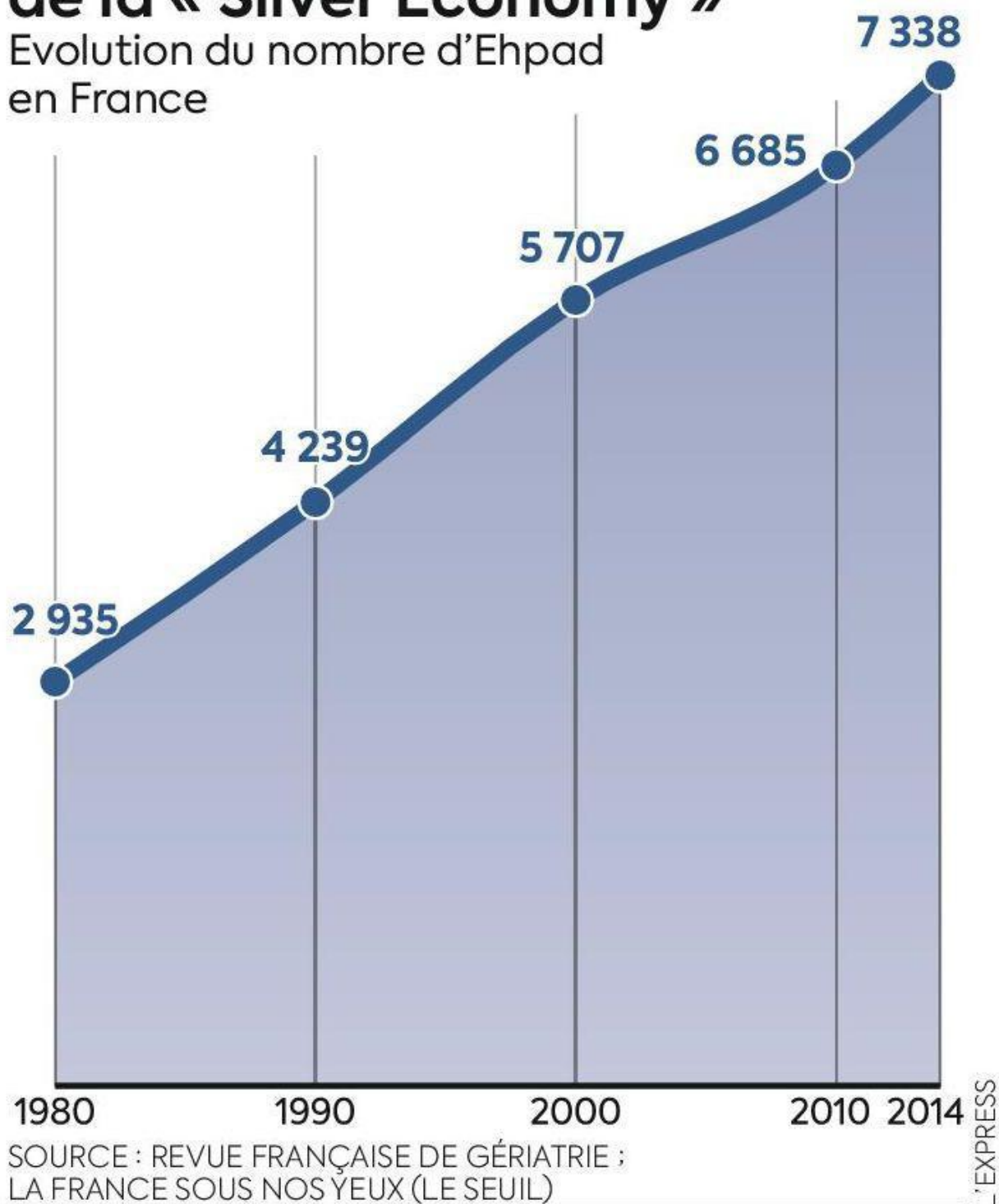


L'EXPRESS 25 NOVEMBRE 2021

Oui, et le chauffeur routier a remplacé le cheminot. Concrètement, cela ne nourrit plus du tout le même imaginaire, la même « conscience de classe ». C'est toute une grammaire qui a changé : les manifestations ont lieu le samedi, « parce que la semaine, on bosse », et quand on défile à Paris, on n'investit plus les parcours ouvriers traditionnels du type BastilleNation, mais les sites touristiques de la Ville Lumière. C'est-à-dire les ChampsElysées, l'Opéra, ou alors ces grands

... et celui des Ehpad crée les bataillons de la « Silver Economy »

Evolution du nombre d'Ehpad en France



Le 18 novembre 2019, au lendemain de la première mobilisation des gilets jaunes, la délégation de Seine-et-Marne organise un blocage de Disneyland Paris pour en demander l'entrée gratuite. De quoi est-ce le symbole ?

Avant, ils seraient allés à la préfecture ou au siège du Medef local. Là, ils sont allés chez Disney. Le but de guerre, c'est de pouvoir participer à la société de consommation. Pourquoi ? Parce que « la dignité », qui a toujours été un moteur de l'engagement politique et social, s'incarne aujourd'hui dans le fait de pouvoir avoir accès à un certain nombre de produits ou de lieux emblématiques de notre société de loisirs et de consommation. Souvenez-vous que quelques mois avant les gilets jaunes, il y avait eu « les émeutes du Nutella » : en janvier 2018, dans le Nord, le Pas-de-Calais, l'Oise, mais aussi le Rhône, des files d'attente monstres s'étaient formées, virant parfois à la bagarre, pour obtenir le pot de 950 grammes vendu 70 % moins cher à 1,41 euro contre 4,70 d'ordinaire.

Au-delà des gilets jaunes, c'est en effet toute la classe populaire qui a changé ces dernières décennies. Pourriez-vous nous faire une brève typologie ?

Avec la désindustrialisation massive de la France, nous sommes passés d'un modèle organisé autour de la production à un modèle organisé autour de la consommation, du tourisme et des loisirs. Cette mutation a fait émerger une nouvelle constellation de métiers. Il y a ceux liés à la logistique, dont on a déjà parlé, mais aussi ce que l'on a nommé dans le livre « la nouvelle classe ancillaire » du latin ancilla, la servante, c'est-à-dire les livreurs, les VTC, ou encore les services à la personne (ménage, repassage, jardinage à domicile, etc.). Autre galaxie, les métiers du care, comme on dit en bon français : les 400 000 aidessoignantes (essentiellement des femmes), auxquelles il faut ajouter « le prolétariat de la silver economy », c'est-à-dire les bataillons qui travaillent dans le soin aux personnes âgées, que ce soit au sein des Ehpad ou à domicile. Aujourd'hui, dans beaucoup d'endroits de la France périphérique, vous voyez des femmes sillonner les routes au volant de leur Twingo ou de leur Dacia, enchaînant leurs 10 patients par jour, avec qui elles font un brin de toilette, un brin de causette, et pour qui elles vérifient que les médicaments sont bien pris... Vient enfin le monde de « la sous-traitance », auquel le secteur privé comme le secteur public font désormais appel pour le nettoyage, le gardiennage, la sécurité, etc. A-t-on idée que la première société du secteur, Onet, emploie 50 000 personnes en France, soit plus que Renault (48 000 salariés dans l'Hexagone) ?

Quels sont les effets de ces mutations ?

Eh bien, la sous-traitance, notamment, entraîne l'émiettement des collectifs de travail. Avant, le vigile ou la femme de ménage étaient intégrés dans le personnel de l'usine, de l'hôpital ou de la collectivité. Ils étaient certes « satellitaires » par rapport au gros des troupes, mais ils étaient pris en charge par les syndicats. Aujourd'hui, ils relèvent d'autres conventions collectives, d'autres employeurs, ils sont envoyés par équipes de deux ou trois, à des horaires différents de ceux des salariés des entreprises dans lesquelles ils travaillent. Globalement, ça n'aide pas à l'émergence d'une incarnation ou d'une représentation idéologique et politique. Les syndicats ont échoué à représenter ces nouveaux métiers. Tout cela renforce leur invisibilité.

N'y a-t-il pas un problème de représentation tout court, notamment dans la culture « grand

public » ? Quand on pense à l'ouvrier d'avant, on l'incarne par exemple avec Gabin. C'est une image forte et populaire, dans tous les sens du terme. Aujourd'hui, les représentations des classes populaires sont rares, ou alors à vocation démonstrative (films engagés à la Ken Loach)...

Parallèlement à la désindustrialisation, une autre évolution centrale a eu lieu, et de manière plus silencieuse : la « nouvelle stratification éducative », comme la nomme Emmanuel Todd. Tous les métiers dont nous avons parlé se caractérisent par un faible niveau d'étude (le bac et souvent moins que le bac). C'était déjà le cas avant, mais dans une société du début des années 1980, où deux tiers d'une classe d'âge n'allait pas jusqu'au bac ; c'était moins disqualifiant ou infamant qu'aujourd'hui, alors que l'accès aux études supérieures s'est quasi généralisé (80 % d'une classe d'âge). Ajoutez à cela deux autres facteurs dont nous avons parlé avant, à savoir l'émiettement du travail, qui empêche l'émergence d'une représentation syndicale, et l'éloignement géographique du centre des grandes villes, et vous comprendrez combien la distance culturelle s'est creusée entre les catégories populaires et les producteurs de symboles. Nous sommes passés d'une société organisée en silo à une société structurée en millefeuille. Avant, vous aviez notamment le silo communiste : à la base, le métallo, l'ouvrier du bâtiment, l'agriculteur du Limousin ; puis, l'instituteur ; puis, le prof agrégé ; et enfin Aragon, Ferrat et Montand. Ils étaient tous « cocos ». Les classes populaires avaient la capacité de générer leur propre élite. Aujourd'hui, elles sont dans un angle mort et ne sont quasiment plus représentées ni défendues dans le monde culturel et artistique, où ces nouvelles classes populaires sont d'ailleurs perçues comme idéologiquement suspectes et dangereuses (le fameux « populisme »).

Cette distance culturelle ne génère-t-elle pas un malentendu dans le récit médiatique, qui se focalise uniquement sur les revendications liées au « pouvoir d'achat », mais passe à côté de la demande d'intégration à la société ?

Historiquement, il y a toujours eu les deux aspirations. Dans les missions traditionnelles du PC ou de la CGT, il y avait un volet revendications salariales et « congés payés », mais aussi, via Montand, Aragon, etc., ce que le politiste Georges Lavau a nommé « la fonction tribunitienne ». Ces artistes, ces intellectuels et ces élus issus de la base et formés à l'école du Parti étaient les porte-voix d'une classe ouvrière qui leur en savait gré : « Ils montrent qu'on existe, et on est représentés dans le jeu », se réjouissait-elle. La question de la dignité dont on a dit qu'elle consiste notamment à avoir accès à un certain standard de consommation réside aussi dans cette question de représentation, et dans le sentiment de ne pas compter pour quantité négligeable. C'est pour cela que la question du référendum d'initiative citoyenne était centrale au moment des gilets jaunes. Elle traduisait cette idée que pour être représentés, il ne restait plus que le référendum car plus aucune organisation ne portait les revendications de ces catégories.

Une des figures importantes de la France qui galère, aujourd'hui, est celle de la femme qui cumule les temps partiels et élève seule ses enfants... Que traduit-elle ?

C'est d'abord une France des petites paies. Mais, au-delà de la question du pouvoir d'achat, le temps partiel contraint débouche sur une absence de maîtrise de son emploi du temps, ce qui renforce le sentiment d'appartenir à des classes subalternes. Avec le développement du secteur tertiaire, la question principale devient : « Qui sert qui ? » Dans les nouvelles catégories populaires, il y a un sentiment de sujétion accentué par le temps partiel : « On nous siffle quand on en a besoin. » [NDLR : voir aussi page 40] Quant à la monoparentalité, c'est un phénomène majeur. Entre la fin des années 1990 et aujourd'hui, le taux de familles monoparentales est passé de 11 à 25 % ! Et cette hausse s'est surtout fait ressentir dans les milieux populaires. La conjugalité est beaucoup plus atteinte dans ces milieux, à cause des difficultés de la vie dont on a parlé, notamment. C'est pourquoi la question du non-versement des pensions alimentaires s'est invitée dans la crise des gilets jaunes. Cela a pu en étonner certains, pourtant c'était tout sauf surprenant.

Dans votre livre, vous développez une autre figure : celle du « cassos » (pour « cas social »), apparue avec le chômage de masse et ses effets déstructurants. Que représente-t-elle ?

C'est celui qui ne travaille pas, et vit de subsides ou de « la gratte ». C'est une figure à la fois rassurante (« Je ne suis quand même pas comme ça ») et angoissante (« Je pourrais le devenir en cas d'un accident de la vie »). Sur les ronds-points, au bout de quelques semaines, la présence de « cassos » a fait fuir bon nombre de gilets jaunes, qui ne voulaient pas être assimilés aux « buveurs de huit-six » (2). C'est une figure qui hante les classes populaires au point d'avoir donné lieu à un nouveau mot. [NDLR : voir aussi page 30]

Dans les intentions de vote pour 2022, le trio de tête (3) auprès des catégories populaires hors abstention, particulièrement forte dans cet électorat apparaît être Marine Le Pen (28 %), Emmanuel Macron (18 %) et Eric Zemmour (17 %). Comment l'expliquez-vous ?

Marine Le Pen avait fait 37 % auprès des catégories populaires au premier tour de 2017. Ce chiffre assez impressionnant était l'aboutissement d'un mouvement commencé à la fin des années 1980, quand les ouvriers se sont peu à peu choisis par défaut le Front national comme parti « tribunitien », en lieu et place du Parti communiste. C'était un choix en lien avec les questions d'immigration et de sécurité, que la gauche a peu à peu abandonnées, voire disqualifiées, mais aussi par la suite en lien avec le discours antimondialisation et antidélocalisations développé par Marine Le Pen. Si elle n'est « qu'à 28 % » aujourd'hui auprès de cet électorat-là, c'est parce qu'Eric Zemmour lui siphonne une partie des voix. A eux deux, ils représentent 45 % de l'électorat populaire non abstentionniste. C'est majeur.

Pourquoi la « question identitaire » taraude particulièrement les classes populaires ?

C'est d'abord en leur sein que les effets de l'immigration se sont fait sentir. La diversité

croissante de la société française, on la voit assez peu à Neuilly. En revanche, elle est très présente dans les milieux populaires, et cette diversité n'est pas toujours facile à gérer. Comme le résume Christophe Guilluy, le multiculturalisme à 1 000 euros par mois, ça n'est pas la même chose qu'à 6 000 euros par mois. Car, dans le second cas, vous avez les moyens d'organiser des frontières invisibles (recours à l'enseignement privé, achat de logement dans le « bon immeuble », etc.) qui rendent le vivreensemble moins complexe. « En bas », la cohabitation est moins idyllique, plus angoissante, et elle donne lieu à des votes très marqués culturellement. Je me souviens d'un reportage à l'usine PSA de Sochaux paru dans Libération (4) pendant la dernière présidentielle. On y voyait comment sur la même chaîne de production, les préférences électorales se divisaient selon un clivage ethnique : vote RN pour les Français « de souche » ou issus de l'immigration européenne, et vote Mélenchon préférentiellement parmi les descendants d'immigrés maghrébins et africains...

Quant à Emmanuel Macron ?

C'est en partie un vote légitimiste, qui existe aussi dans les classes populaires. Par ailleurs, chez certains, il y a eu une reconnaissance vis-à-vis du « quoiqu'il en coûte ». L'idée que sans les aides de l'Etat leur entreprise n'aurait pas tenu le coup et qu'ils se seraient retrouvés au chômage, ou que pour les nombreux salariés à temps partiel le gouvernement ait versé les salaires. S'ajoute à cela le fait que, dans une situation politiquement tendue, une partie de la population fait le choix de la stabilité, aspire à une société plus apaisée et redoute la montée des tensions.

(1) Géographe, et théoricien de la notion de « France périphérique ».

(2) Du nom d'une marque de bière, titrant 8,6 degrés d'alcool, et fréquemment consommée par les fêtards, mais aussi les gens de la rue, les « cassos » et autres « punks à chiens ». (3) Intentions de vote 2022 Ifop pour Le Figaro, 6e vague. (4) « A l'usine PSA de Sochaux, le bulletin "espoir" contre le bulletin "ras-le-bol" », Libération du 20 avril 2017.